

GRAINS DE SAGESSE

BULLETIN D'INFORMATION DE L'ASSOCIATION DES PROFESSEURS
RETRAITÉS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Université 
de Montréal

Les anciens sous leur baobab ont renoncé à faire la guerre, à participer aux grandes chasses ou à danser des nuits complètes au son des tambours. Ils se souviennent, racontent, donnent leur avis et distribuent leur sagesse par petits grains. Il nous semble que cela nous convient bien.

Mai 2014, numéro 28

PRÉSENTATION DE CE NUMÉRO DES GRAINS DE SAGESSE

Ce numéro des Grains de sagesse porte sur Montréal, ville de savoir. Sur l'Île de Montréal, on trouve quatre universités, une douzaine de cégeps et une dizaine de collèges privés de niveau supérieur. Dans la grande région de Montréal, il y a aussi des campus d'autres universités et plusieurs autres cégeps. Finalement, on ne saurait restreindre la diffusion et la création du savoir aux seuls établissements d'enseignement. C'est dire qu'on peut considérer Montréal et sa région comme un centre où les citoyens ont accès au savoir en de multiples lieux.



Faut-il en conclure que cette richesse de sources de connaissances et d'expériences ne pose aucun problème? Qu'en est-il du financement des institutions, de l'utilisation qu'en font les citoyens?

Aux pages 2 et 3, Robert Lacroix a choisi de mettre un point d'interrogation à son titre « *Montréal, ville de savoir?* ». Ce point d'interrogation est justifié, entre autres, par les comparaisons qu'il fait entre les différentes métropoles du Canada et entre les francophones et les anglophones de Montréal. Autre problème qu'il soulève, c'est le sous-financement des universités, vieux problème dont la solution ne semble pas visible dans un avenir proche.

Pour ce numéro, nous avons décidé de faire appel à des collègues de l'Université McGill. En pages 4, 5 et 6, quatre de nos collègues de McGill soulignent l'importance des recherches sur la ville pour l'avenir de Montréal. Cet article ainsi que celui de Paul Inchauspé proposent plusieurs références qui sont accessibles par des liens hypertextes. Pour les personnes utilisant le format papier, elles devront consulter la version web pour rejoindre ces références. L'adresse URL de la version web est la suivante : <http://www.aprum.umontreal.ca/Bulletins/Bulletin28.pdf>.

Paul Inchauspé, à l'aide de quelques exemples de réalisations à Montréal, montre qu'une ville du savoir doit reposer sur plusieurs niveaux d'enseignement. Comme il le dit si bien, chaque niveau doit participer, en plus de son objectif de formation, à l'esprit d'innovation dans une ville du savoir.

Notre collègue Jacques Boucher a beaucoup lu dernièrement! Dans une récente édition des *Nouvelles de l'APRUM*, il a fait appel aux collègues retraités en ces termes : *Si vous avez dernièrement publié un livre, une œuvre originale, littéraire ou scientifique, avisez-nous par courriel ou par téléphone de votre dernière publication et faites-nous-la parvenir aux bureaux de l'APRUM. Nous en ferons la recension dans un prochain numéro.* Dans ce numéro, il a dû lire cinq livres et vous en trouverez les recensions aux pages 10, 11 et 12.

Jean-Robert Derome

MONTRÉAL, VILLE DE SAVOIR?

Montréal a des attributs d'une grande ville de savoir sur le continent nord-américain : quatre universités, trois grandes écoles, trois centres hospitaliers universitaires et de nombreux instituts de recherche de réputation internationale. Aucune autre grande ville canadienne ne jouit d'une telle concentration de recherche et de formation universitaires. En effet, avec plus de 4 étudiants universitaires par 1000 habitants, Montréal est, après Boston, l'Eldorado de la matière grise en Amérique du Nord. En plus, notre ville occupe la « pole position » au chapitre de la recherche universitaire au pays avec des dépenses de recherche



universitaire dépassant le milliard de dollars par année. Enfin, quelque 25 000 étudiants étrangers fréquentent nos établissements de haut savoir. C'est le côté reluisant de la médaille, qui montre bien à quel point notre milieu universitaire montréalais s'est profondément transformé depuis la fin des années 1960.

L'autre côté de la médaille a des aspects beaucoup plus sombres et apporte de sérieux bémols sur l'avenir de Montréal comme grande ville de savoir. Nous allons nous limiter aux deux qui nous paraissent dominants.

Montréal retient moins ses diplômés

D'abord, si les universités montréalaises forment un grand nombre de diplômés universitaires, Montréal est loin d'en retenir autant que les autres métropoles du Canada. C'est ce que nous montre le Tableau 1 qui suit.

Tableau 1 : Niveau de scolarité des 25 ans et plus en %, Montréal, 2011

	Ensemble des diplômés universitaires ¹	Baccalauréat	Maîtrise	Doctorat	Autres
Montréal	26,5	16,2	5,5	1,1	3,7
Toronto	33,3	20,2	7,3	1,1	4,7
Calgary	32,6	22,1	6,1	1,1	3,3
Vancouver	31,1	19,1	6,4	1,3	4,3

1. Diplômes universitaires = baccalauréat ou plus.

Source : Statistique Canada, *Enquête nationale auprès des ménages, 2011, série « perspectives géographiques »*.

Toute proportion gardée, Toronto, Calgary et Vancouver ont 20-25% plus de diplômés universitaires que Montréal. Cette supériorité est manifeste pour tous les types de diplôme – sauf pour le doctorat.

Ainsi, une première conclusion s'impose : une forte proportion des diplômés montréalais trouve ailleurs qu'à Montréal les emplois qui leur conviennent. Pourquoi? Tout simplement parce que, contrairement à

d'autres métropoles canadiennes, Montréal n'a pas tous les réceptacles d'emplois hautement qualifiés lui permettant d'absorber autant de diplômés universitaires. Or, une ville de savoir ne se définit pas seulement par le volume de recherche universitaire ni par le nombre d'étudiants, mais aussi par la présence marquée d'une activité économique, sociale et culturelle à haute intensité de savoir.

Les diplômés francophones

Une autre dimension des diplômés universitaires dans la population montréalaise est la faible propension des francophones à poursuivre des études universitaires.

Tableau 2 : Diplômés universitaires dans la population 15 ans + selon la langue maternelle, Montréal 2006, en %

	Anglais	Français
Ensemble des grades universitaires	26,4	19,1
Baccalauréat	16,2	12,3
Autres diplômes	3,5	2,3
Maîtrise	5,3	3,8
Doctorat	1,4	0,6

Source : Statistique Canada, Recensement 2006

Les données du tableau 2 ne sont pas tout à fait comparables à celles du Tableau 1 puisqu'elles sont tirées d'une autre source, le recensement 2006. Mais elles viennent illustrer une différence majeure de scolarisation entre les Montréalais de langues maternelles française et anglaise. Toute proportion gardée, la population anglophone de Montréal compte 38% de plus de diplômés universitaires que la population montréalaise de langue

française. Cet écart est encore plus dramatique au niveau du doctorat (133%).

Comme notre volonté de retenir les anglophones et les allophones à Montréal n'est pas toujours évidente et que le redressement de la situation pour les francophones ne se fera qu'à long terme, la situation de Montréal comme ville de savoir est d'autant plus fragile.

Le sous-financement des universités

Bien que Montréal présente indéniablement les attributs d'une ville de savoir, elle est maintenant fortement hypothéquée par le sous-financement chronique de ses universités par rapport à celles des autres grandes villes du Canada. Le sous-financement des universités québécoises dure depuis plus de quinze ans et oscille entre 300 et 600 millions de dollars selon les années entraînant un sous-financement de 180 à 300 millions de dollars pour les universités montréalaises. La conséquence la plus dommageable de cet état de fait est le frein mis à la croissance du corps professoral des universités montréalaises alors que les contingents étudiants ne cessent d'augmenter.

Moins de professeurs, cela signifie moins de fonds de recherche. Certes, nos professeurs se démarquent aux concours subventionnaires : les fonds annuels de recherche obtenus en moyenne par chacun des professeurs des universités québécoises s'élèvent à environ 180 000 \$ annuellement, contre 170 000 \$ pour les professeurs des universités du reste du Canada. Mais si nous divisons la totalité de ces fonds par le nombre d'étudiants aux cycles supérieurs dans chaque province, le portrait change du tout au tout : les fonds de recherche par étudiant sont 44 % plus élevés ailleurs au Canada.

Bref, la croissance du nombre de professeurs n'a pas suivi celle de l'effectif étudiant ces dernières années. Sous-financées, nos universités n'embauchent pas autant de

professeurs de carrière qu'elles le devraient. Avec, pour conséquence, une baisse certaine de la qualité de la formation et de l'encadrement des étudiants, particulièrement aux cycles supérieurs. Pour une ville qui se définit comme une métropole universitaire, ce n'est guère reluisant.

Conclusion

Pour devenir une ville de savoir dans le plein sens du terme, de nombreux redressements devront être apportés à la situation montréalaise. Il faudra d'abord démontrer une volonté ferme de retenir à Montréal les anglophones et les allophones qui font la moitié de sa population et comptent parmi les plus scolarisés. La participation des francophones à l'éducation universitaire, particulièrement aux études supérieures, devra aussi s'accroître. On devra mettre fin au sous-financement chronique des universités montréalaises. Enfin, les politiques de développement économique régulièrement mises en place par tous les niveaux de gouvernement devraient chercher à intensifier l'apport du savoir dans les développements industriels, commerciaux, sociaux et culturels de Montréal.

Robert Lacroix

MONTRÉAL VU PAR...



Stéphan Gervais



Gillian Lane-Mercier



William Straw



Daniel Weinstock

Montréal n'était plus simplement ma ville d'adoption, mais une porte ouverte sur le monde.
Naïm Kattan, *Lettres québécoises : la revue de l'actualité littéraire*, n° 142, 2011, p. 5

Ils diront jamais tel quel aux nouvelles, mais le tissu social de Montréal
C'est de la Sainte-Flanelle
Le But, *Loco Locass*, 2012

L'importance de la ville

Braquer notre attention sur la ville comme objet de recherche en 2014 n'est certainement pas un témoignage d'innovation ou d'originalité. Le XXI^e a fait toutefois de la ville une réalité démographique de premier plan, car pour la toute première fois le pourcentage de la population vivant en zones urbaines dépasse celui vivant en [zones rurales](#). L'Organisation des Nations unies (ONU), dans sa campagne *Plan Mondial pour la Ville* qui culminera en 2016 avec la conférence Habitat III, affirme dans le [Manifeste pour la ville](#) que :

Notre façon de planifier, de construire et de gérer nos villes aujourd'hui sera déterminante pour notre avenir. Mobiliser les ressources propres de chaque ville passe par l'engagement de tous.

État des lieux des centres de recherche sur la ville : constats d'ici et d'ailleurs

Si la communauté universitaire québécoise dispose actuellement d'excellents centres et chaires de recherche en études québécoises et urbaines, on peut penser notamment au Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ, à l'Université Laval et à Trois-Rivières), au Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoise (CRILQ, Université de Montréal,

Cette constatation de l'importance de la ville à l'échelle internationale trouve écho à l'échelle nationale. [81 % de la population québécoise](#) vit en zone urbaine, la région administrative de Montréal compte pour [25 % de l'ensemble de la population québécoise](#) (p. 52) et pour [35 % du PIB du Québec](#). [74 % des immigrants admis en 2011](#) ont choisi de s'établir dans l'agglomération de Montréal. Les dépenses culturelles de Montréal [représentent plus de 40 %](#) de l'ensemble des dépenses culturelles du Québec et le nombre de touristes qui ont visité Montréal compte pour [30 % de l'ensemble des touristes ayant foulé le sol québécois](#).

UQAM et Laval); au Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions, (CÉLAT à Laval et à l'UQAM) ou aux Chaires de recherche en études québécoises et canadiennes (UQAM) et en études urbaines et régionales (INRS), il importe de constater que le réseau universitaire québécois ne peut miser à l'heure actuelle sur un centre multidisciplinaire ayant Montréal

comme objet de recherche et servant de catalyseur et de diffuseur de la recherche en études montréalaises. Il y a donc une contribution unique à faire et une niche stratégique à occuper.

Londres et New York, pour ne nommer que ces deux villes, bénéficient de l'implication active de leurs universités (London School of Economics et de la New York University) avec la présence des centres de recherche [LSE Cities](#) et du [Marron Institute](#). De même, la Ville de Boston s'est dotée depuis 2011, d'un carrefour de la recherche qui rassemble des partenaires clés du développement de Boston, [le Boston Area Research Initiative](#).

Mettre à profit la tradition, l'expertise et le rayonnement de McGill au service de la recherche sur Montréal

En 1963, McGill, fut la première institution universitaire québécoise à mettre sur pied [un centre de recherche consacré aux études québécoises](#). En créant un centre de recherche en études montréalaises, McGill poursuit son leadership et innove à nouveau afin de mettre sur pied le premier centre de recherche en études montréalaises.

Il importe de constater également que cette orientation vers les études montréalaises repose sur une expertise mcgilloise en recherche. Plusieurs institutions montréalaises ont des regroupements disciplinaires de chercheurs qui abordent des enjeux liés aux phénomènes urbains en général et à Montréal en particulier. À ce titre, on peut citer ici l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) et son regroupement Ville Région-Monde ([VRM](#)).

La mise sur pied d'une initiative de recherche : le Centre de recherche interdisciplinaire en études montréalaises (CRIEM)/ Centre for Interdisciplinary Research on Montreal (CIRM)

Ainsi, à l'automne 2012, un regroupement des chercheurs mcgillois en études montréalaises sous le nom de [Centre de recherche interdisciplinaire en études montréalaises \(CRIEM/ Centre for Interdisciplinary Research on Montreal \(CIRM\) a été constitué](#). Un événement de lancement a eu lieu en octobre 2013 ayant pour titre *La créativité urbaine en question : le cas de Montréal* « ville créative ». Un deuxième événement tenu le 28 février 2014 au Centre canadien d'architecture avait pour titre *L'Inspecteur général de Montréal : le salut vers une ville intègre?* Les deux événements ont bénéficié d'une large couverture médiatique.

Le CRIEM souhaite être un carrefour de la mobilisation et de la diffusion des savoirs en études montréalaises. Ainsi,

Ces centres de recherches universitaires œuvrent à une meilleure compréhension des enjeux locaux tout en favorisant les comparaisons internationales. Ce sont des carrefours et des incubateurs de la recherche tout en étant également de véritables écosystèmes urbains réunissant acteurs privés et publics. Les chercheurs universitaires travaillent ainsi conjointement avec des intervenants issus de la fonction publique (municipale, provinciale ou autres) et de la société civile (milieu des affaires, communautaires, syndical, etc.) Mobilisation, concertation et synergie sont donc ici des concepts clés qui définissent bien ces centres.

Mais comme mentionné plus haut, aucune structure universitaire montréalaise ne rassemble actuellement des chercheurs provenant de plusieurs disciplines autour de Montréal comme objet de recherche. Cette absence de mobilisation de la recherche et de lieu de carrefour des acteurs montréalais est une constatation qui est d'ailleurs soulignée dans [une étude récente sur l'avenir de Montréal](#) (p. 72).

De même, considérant son rayonnement, McGill est donc stratégiquement bien placé pour favoriser une mise en réseau des acteurs et voir à une diffusion large des résultats de recherche pouvant ainsi contribuer à une plus large mobilisation des savoirs.

le CRIEM favorisera, au bénéfice d'une meilleure compréhension de Montréal et de ses enjeux, un dialogue et des collaborations entre des disciplines comme le droit, la musique, la philosophie, l'architecture, la littérature, l'histoire, la géographie, la science politique et l'urbanisme. Les chercheurs, les institutions et les intervenants issus de la sphère publique et privée pourront bénéficier d'un lieu de synergie et de convergence des expertises et des savoirs en études montréalaises pour favoriser les collaborations et les comparaisons à l'échelle locale, nationale et internationale. De même, le CRIEM aspire à être une interface de la recherche francophone et anglophone sur Montréal. Finalement, il entend également contribuer à l'accessibilité et à la vulgarisation des connaissances sur Montréal.

Thématiques et activités

Toujours dans un esprit de favoriser les croisements disciplinaires pour enrichir la compréhension des réalités montréalaises, le CRIEM compte travailler autour des cinq thèmes suivants : Langue et culture; Gouvernance et institutions; Appartenance et diversité; Économie et territoire; Santé et environnement. Nous souhaitons au cours des prochains mois aborder quelques-uns des sujets suivants : la transformation du paysage des centres hospitaliers; la ville intelligente; la métropole : images, histoires et responsabilités.

Conclusion

Nous concluons cet article en nous référant au titre qui fait un clin d'œil au film réalisé en 1991 et qui réunissait six réalisateurs qui jetèrent un regard différent et singulier sur Montréal. Le CRIEM veut ainsi réunir ces voix de recherche, d'ici et d'ailleurs, multidisciplinaires et multiples qui s'intéressent à Montréal. Le scénario nous semble emballant. Espérons que nous serons nombreux à y contribuer et à voir à son succès.

Les auteurs de cet article sont membres du Comité de direction du Centre de recherche interdisciplinaire en études montréalaises (CRIEM)



Stéphan Gervais est coordonnateur du programme d'études sur le Québec de l'Université McGill. Il est co-auteur du livre [Quebec Questions](#) chez Oxford University Press.



Gillian Lane-Mercier est professeure agrégée au Département de langue et littérature françaises. Elle a publié de nombreux textes sur la théorie du roman, la traductologie, les écrivains-traducteurs anglo-canadiens et la littérature anglo-québécoise qui ont contribué à définir notre espace interculturel contemporain.



William Straw est directeur de l'Institut d'études canadiennes de l'Université McGill. Il est aussi professeur et directeur du Department of Art History & Communication Studies de l'Université McGill.



Daniel Weinstock est maintenant professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université McGill. Il a été professeur au Département de philosophie de l'Université de Montréal. Il est membre du CRÉUM : Centre d'études ethniques des universités montréalaises (Université de Montréal).

LES VILLES DU SAVOIR

Parler de « ville du savoir », c'est pour le grand public évoquer une concentration d'établissements d'enseignement supérieurs et de centres de recherches prestigieux. C'est évoquer aussi l'attraction que cela exerce sur les professeurs et les étudiants étrangers ainsi que sur les industries innovantes. Bien sûr, ce haut de l'iceberg s'appuie en amont sur un réseau d'établissements d'enseignement et sur un réseau diversifié d'institutions de diffusion culturelle.



Mais je pense qu'une ville n'est vraiment une ville de savoir que quand ces niveaux d'enseignement en amont ne se contentent pas de remplir leur rôle de formation, mais qu'elles participent aussi à l'esprit d'innovation des villes du savoir en créant à leur niveau des réalisations qui assurent mieux ou autrement la diffusion du savoir. Pour l'illustrer, je vais évoquer quatre de ces réalisations. Elles ont eu lieu à Montréal. Je les ai connues de près au moment de leur élaboration.

La création de l'Institut de Communications graphiques du Québec

L'ouverture des marchés, les changements technologiques ébranlent tout le secteur industriel de Montréal. L'industrie de l'imprimerie est doublement atteinte, par la transformation des systèmes de production et de contrôle, mais aussi par la numérisation de l'image. Le Cégep Ahuntsic, seul cégep à offrir les programmes d'imprimerie de ce niveau ne peut rester les bras croisés. Le ministère ne veut pas lui donner le statut de « centre spécialisé » qui l'habilitait à faire du transfert technologique. Problème classique de la poule et de l'œuf : « vous n'avez pas encore de réalisations de recherches, faites d'abord par vous-même la preuve, on verra ensuite ».

Il faut donc contourner l'obstacle de l'inertie bureaucratique. Le collège se tourne directement vers l'industrie des communications graphiques pour créer avec elle ce centre. Celui de Rochester (État de New York) est bien connu par cette industrie. On fera quelque chose d'analogue à Montréal. Convaincus de cette nécessité, les leaders de cette industrie, Jean Neveu de Quebecor, Rémi Marcoux de Transcontinental sous la présidence de Claude Blanchet du Fonds de Solidarité des travailleurs du Québec, entraînent toute la grappe industrielle de ce secteur dans une campagne de levée de fond. Elle récoltera 6 millions

en argent et en dons d'équipements de pointe. Innovatech et Ottawa suivent. À eux deux, ils doublent la mise. L'Institut de communication graphique du Québec construit en 1995 ouvre ses portes quelques mois plus tard. (<http://www.icgq.qc.ca>)

Quelques effets de cette création? Non seulement par la formation et le conseil technique cette institution a aidé la transformation de l'industrie, mais elle est, de plus, actuellement un des chefs de file de la recherche en imprimerie en Amérique du Nord. Ses recherches portent notamment sur la mise au point de techniques innovantes en imprimerie (recours aux nanotechnologies, impression électronique, impression sur de nouveaux substrats réduisant l'usage du papier, expérimentation et mise au point de nouvelles presses). Un bassin de chercheurs s'est constitué avec aussi des professeurs d'autres départements du collège (Matières plastiques, Physique, Chimie, Biochimie). Depuis, suivant le même modèle, [huit centres de transferts technologiques sont venus s'ajouter dans les cégeps de Montréal](#). Le potentiel de recherche que présente le corps professoral des cégeps trouve ainsi l'occasion de s'exercer. Il vient en complément de celui des universités.

La création de « l'École montréalaise »

En 1994, le Président du Conseil supérieur me confie la présidence d'un comité qui fera le point sur la situation des clientèles des écoles primaires et secondaires de Montréal. Le rapport sort en 1995, il porte le titre *La réussite à l'école montréalaise : une urgence pour la société québécoise*. On prend alors conscience que l'école montréalaise a changé. Désormais Montréal vit les grandeurs et les misères de l'école en milieu urbain, phénomène connu déjà dans les grandes villes américaines : diminution des clientèles due à l'exode en banlieue, accroissement de

zones de défavorisation économique des familles, augmentation et diversification de la population immigrante. Ce rapport qui illustre le paradoxe de la grande ville américaine, à la fois lieu de civilisation et de désorganisation, fait choc. Il dessille les yeux.

Il faut que cette situation soit prise en main. La création d'un organisme qui donnera aux écoles un appui pour les nouvelles réalités prend alors corps. Le rapport final des États généraux sur l'éducation demande la création d'un

tel organisme. Il voit le jour en 1997. Cet organisme, [Une école montréalaise pour tous](#) soutient actuellement l'action de près de 150 écoles primaires et de 40 écoles secondaires montréalaises ayant des clientèles importantes marquées par la pauvreté des familles ou par l'immigration et parfois par les deux à la fois.

Il est une source d'expertise et soutient les enseignants et les directions d'école qui doivent faire face

à des situations non conventionnelles : non-valorisation de l'école dans les familles pauvres, problèmes particuliers de l'enseignement du français à des enfants qui n'ont pas le français comme langue maternelle et qui, dans la même classe, sont de cultures et de langues maternelles très diversifiées. Il offre aussi un programme d'accès à la culture (musique, dont l'orchestre symphonique, théâtre, musées) pour les enfants de ces écoles.

La création d' « Éclairs de sciences »

En 1986, les collèges de Montréal décident de se donner un organisme incorporé, le Rassemblement des collèges de Montréal (RCMM). Un des buts recherchés par la création de cet organisme est celui d'assurer une meilleure participation de cégeps aux projets de développement qui naissent dans la ville. C'est ainsi que depuis lors les responsables du RCMM s'investissent sans barguigner dans les activités qu'a entreprises le Conseil régional de développement de l'Île de Montréal (CRDIM) puis la Conférence des élus (CRÉ) qui lui a succédé. Certaines des activités de cet organisme s'articulent en 2002 dans un projet « Montréal, Île du savoir ». (<http://credemonreal.qc.ca>), En 2002, la CRÉ et quatre ministères décident de consacrer près d'un million de dollars pour 5 ans à des projets qui valoriseront la connaissance scientifique.

Un appel de projets est lancé. Un des projets est présenté par le Forum Jeunesse de Montréal. C'est le projet *Éclairs de sciences*. Il vise à revitaliser l'enseignement scientifique au primaire en proposant aux enseignants et aux élèves des activités à caractère scientifique basées sur la découverte. Dans ce projet, des scientifiques provenant des entreprises, des universités et des collèges acceptent de consacrer 30 heures, bénévolement, au soutien des enseignants.

Ce projet est en compétition avec d'autres qui viennent d'organismes solidement établis. Il paraît

Le projet de création de la « Cité des métiers »

Le développement de l'enseignement technique des cégeps a provoqué l'implosion de l'enseignement professionnel offert dans les écoles secondaires en attirant au cégep le type de clientèles qui auparavant les fréquentait. Sous Claude Ryan, l'enseignement professionnel est relancé, mais dans des centres et non dans les écoles et sa clientèle est constituée surtout d'adultes en reconversion. Depuis les États

bien léger à certains membres du jury qui doit faire le choix. J'ai évidemment mis tout mon poids pour que ce projet soit accepté et financé. Impliqué dans la réforme du curriculum d'études des écoles, j'avais été à même de constater comment un enseignement des sciences très formel qui visait à sélectionner les meilleurs pour des études de génie avait eu comme effet d'empêcher la naissance d'un enseignement culturel des sciences au primaire. Ce projet présenté par des jeunes étudiants universitaires, inspiré du mouvement *La main à la pâte*, lancé en France en 1995 par Georges Charpak, prix Nobel de physique (1992), contribuait à la revitalisation de l'enseignement des sciences au primaire, recherchée par la réforme du curriculum. Pour faire accepter le projet, il a fallu trouver un complément financier. La Présidente du Conseil des Sciences, Hélène Tremblay, a compris qu'on ne pouvait l'abandonner. Son soutien et son aide financière supplémentaire ont permis qu'il puisse se réaliser.

Parmi les projets retenus alors, *Éclairs de sciences* (<http://www.eclairsdessciences.qc.ca>) est le seul qui soit toujours actif. Il fêtera en mai son dixième anniversaire. C'est le Centre des Sciences qui en assure maintenant la gestion. Autour de ce projet est né tout un mouvement de valorisation de la science et de la technique : Gala Éclairs de sciences, Festival Euréka qui a lieu chaque année au Vieux-Port en juin.

généraux sur l'éducation, des efforts sont entrepris pour que l'enseignement professionnel devienne une voie normale de scolarisation pour les jeunes. Mais faut-il encore qu'il les attire.

Lors des États généraux sur l'éducation, chaque direction régionale avait été invitée à présenter la situation scolaire de sa région. En matière d'ensei-

gnement professionnel, Montréal a la pire note. Sur près de 230 000 élèves fréquentant les écoles, à peine 800 jeunes sont inscrits dans ce type de formation. Les campagnes d'informations traditionnelles ont peu d'effet sur des adolescents. Que faire?

En 1995, Montréal se voit octroyer l'organisation en 1999 de la 39^e édition mondiale des Olympiades de la formation professionnelle et technique. C'est un événement important qui assurera la visibilité et accroîtra la crédibilité de cette formation, mais c'est un « événement », il n'a pas de caractère de permanence. C'est alors que naît l'idée de l'organisation de contacts concrets des jeunes avec des métiers. En 1997, Jean-Robert Derome qui participe avec moi au Groupe de travail sur la réforme du curriculum d'études me dit « tu devrais aller voir la Cité des métiers à Paris ». Ce que je fis. La solution me parut évidente. Il fallait créer à Montréal, une Cité des métiers. La partie musée scientifique de la Cité des métiers de Paris pourrait être assurée par le Centre des Sciences alors en cours de réalisation, mais la partie présentation et contact avec les métiers pourrait-elle être réalisée dans un centre spécifique.

L'idée fut amenée au CRÉ. Elle suscita immédiatement l'intérêt des acteurs économiques, des organismes pré-

occupés par l'emploi ainsi que celui des commissions scolaires et des cégeps. Michel Sylvestre, directeur du RCMM prend le relais. Pendant plusieurs années il travaille à faire avancer le projet. Les formes que prendrait cette Cité se précisent (présentation des métiers, rencontres avec des professionnels, services d'orientation professionnelle). Ce qu'implique sa mise en œuvre aussi. Deux fois, le projet a failli passer de l'idée à la réalisation, mais le financement fait problème.

Mais ces deux dernières années, la CRÉ a beaucoup investi de temps dans la finalisation du projet. La programmation du contenu comme celle des équipements techniques est définie, le lieu d'implantation choisi (en face de la Grande Bibliothèque), les coûts de construction (30 millions) et d'opérations (5 millions) établis. Quatre Cités de métiers (Corée, France, Belgique) ayant une configuration analogue à celle recherchée pour celle de Montréal sont analysées. Il faut maintenant aller chercher l'argent. Les cégeps de Montréal s'apprentent à donner 10 000 \$ chacun comme mise de départ. Il est évident que rendu à ce point, ce projet se réalisera. En 2017, Montréal fêtera le 375^e de sa création, la création de cette Cité des métiers ne pourrait-elle pas être une des réalisations tangibles marquant cet anniversaire, un des cadeaux qui serait fait à la ville pour cette occasion?

Pour conclure

Je pense que ces quatre réalisations sont éloquentes de ce qui peut aussi contribuer à faire de Montréal, une ville du savoir. Elles illustrent aussi les conditions d'émergence de telles innovations : valorisation des savoirs, sensibilité à ce qui empêche ou rend difficile sa transmission et sa production, mobilisation de personnes provenant d'horizons divers, mais ayant la même préoccupation et la même sensibilité, lieu où de telles personnes peuvent se retrouver ensemble.

Si ces réalisations ont évidemment été conçues selon l'approche traditionnelle des institutions du type « brique et mortier », elles intègrent de plus en plus les nouvelles technologies de l'information. Bientôt sans doute de nouvelles initiatives de transmission des savoirs apparaîtront, utilisant

notamment la généralisation de l'utilisation des mobiles, dans des villes qui se voudront « intelligentes ». Mais les réalisations traditionnelles ont encore un bel avenir. Les nouvelles technologies qui libèrent des contraintes de la distance ne feront pas disparaître les villes. Mais par contre elles augmenteront l'exigence de la qualité de vie dans la ville. Une ville du savoir, c'est une ville qui invente, crée, innove, mais c'est aussi une ville dans laquelle l'intelligence est mise au service de la création des conditions qui assurent le bien-être des citoyens : transport, environnement, services de proximité, c'est aussi une ville dans laquelle les occasions de ressourcement pour ceux qui y habitent sont présentes : culture, nature, lieux de convivialité.

Paul Inchauspé

LES COLLÈGUES PUBLIENT

Hubert Charbonneau, *Mon enfance à Bordeaux-hors-les-murs*, Montréal, 2013, Éditions Le Père des Haches, 453p.

Hubert Charbonneau est né en 1936; il est l'un des pionniers de la démographie au Québec; cela lui donne un avantage évident quand il s'agit de rendre compte de son enfance à Bordeaux, un village tranquille le long de la Rivière des Prairies. L'auteur est admirablement outillé pour rendre compte de son enfance et du milieu dans lequel il a grandi. Le livre dont je vous parle regorge de photos de famille, de documents privés scrupuleusement conservés. Mais ce qui est exceptionnel dans le cas de la famille de Jeanne et Léonel (médecin attaché au Service d'hygiène de la ville), c'est que TOUT est conservé : les photos, mais aussi les budgets, les menus, la liste des cadeaux de naissance, les récits de voyage, les rapports

médicaux, les poèmes, TOUT. Hubert pige dans cette masse de documents admirablement conservés. C'est son métier d'où le grand intérêt de la reconstitution de la vie de cette famille « bourgeoise », très impliquée dans les milieux sociaux et médicaux des années 1930 et 1940. Le livre s'arrête en 1948 au moment où Hubert entre en éléments latins au Collège Grasset; je le retrouverai au Collège Sainte-Marie quelques années plus tard. J'ai lu ce livre avec d'autant plus d'intérêt que nous sommes nés presque le même jour de la même année, dans des milieux et des quartiers très différents. Les différences sont importantes, mais les ressemblances sont frappantes. J'ai vraiment hâte de lire la suite, de 1948 à...

Benoit Bégin, *Trois-Rivières 1930*, manuscrit, 205 pages.

On pourrait donner à ce *Trois-Rivières 1930* le sous-titre suivant : *La passion de la mémoire et de l'écriture*. Notre collègue Benoit Bégin (Faculté d'aménagement, retraité depuis plus de 25 ans) m'a fait parvenir son manuscrit non publié de 205 pages dactylographiées à simple interligne, non numérisées, comme dans le bon vieux temps. Il s'agit de souvenirs d'enfance. À Trois-Rivières, les pères travaillent dans les compagnies de papier, de moins en moins, car le chômage fait ses ravages dès 1932-1933. Plusieurs familles n'ont plus de toit et doivent coucher à la belle étoile, tant que la municipalité ne décide pas de leur venir en aide. Les jeunes s'ennuient à l'école qu'ils fréquentent le moins longtemps possible; d'ailleurs pourquoi aller à l'école? C'est la crise économique, les Anglais sont les maîtres de la ville, et le discours officiel (y compris celui de l'Église) n'encourage certainement pas la poursuite des études. Les jeunes allumés et marginalisés ne manquent ni de caractère ni d'originalité; ils se sont construits dans leur garage un univers qui tourne autour de « Bidou », un clown charismatique, fanatique de jazz qui profite de la venue de groupes de noirs pour jouer des journées entières et partager sa passion avec ses amis. Mais puisqu'on ne

peut pas jouer nuit et jour et qu'il faut penser un peu à l'avenir, les jeunes font de la mécanique; ils bricolent et font preuve de créativité et d'adresse, comme le font les Canadiens français de l'époque. Les conséquences de la guerre de 1914 sont encore omniprésentes; il est plus que probable que le conflit va reprendre bientôt. Les amours d'adolescence, les histoires de famille, le patriotisme (Duplessis n'est pas très loin), la religion, font aussi partie du quotidien de la petite vie dans une petite ville en grande difficulté... comme elle l'est d'ailleurs encore aujourd'hui...

Notre collègue Bégin hésitait à me faire parvenir son manuscrit non publié. Il avait tort; je l'ai parcouru avec grand plaisir. Le récit est touchant, pittoresque, inusité, bien écrit.

Plusieurs collègues de l'APRUM ont entrepris la rédaction de recueils de souvenirs à l'intention de leur famille et de leurs amis. Je suis persuadé que cela constitue un merveilleux cadeau à offrir à nos petits-enfants. Je vais voir si le manuscrit pourrait être publié et ce que l'APRUM peut y faire. Si vous avez des suggestions...

Georges Héjal, *Repères ultimes. L'être, l'existence, la religion*, Bellarmin, 2013

Les exigences de la carrière universitaire rendent difficile la réalisation des grandes synthèses dont une société en mutation constante a le plus grand besoin. Le « système » conditionne souvent le fractionnement des sujets et force les universitaires à limiter leurs objectifs dans le temps et dans l'espace. Heureusement que la retraite redonne à l'intellectuel sa liberté et sa marge de manœuvre! Notre collègue philosophe Georges Héjal en a vraiment profité; d'où son ouvrage ambitieux. Le livre se divise en six chapitres où l'on retrouve les concepts les plus essentiels de la recherche philosophique. L'être et son fondement, le destin, le bien et le mal, Dieu, la Providence, le sens de la vie et de l'existence, les rapports entre le mythe et la raison, la liberté et la sagesse, la religion dans sa complexité et dans la modernité, les fondements de la morale (l'éthique), la survie et l'immortalité. Tout un programme! Il me faudrait des mois, des années pour comprendre cet ouvrage et beaucoup plus que 500 mots pour rendre justice à l'auteur. Je me suis concentré sur trois de ces thèmes : la Providence, l'Islam et l'immortalité.

Si Dieu est Providence (et amour), « comment a-t-il pu laisser tant de place au mal? » Belle et éternelle question. L'auteur s'efforce de concilier Dieu et le mal. Pour y parvenir, il faut manifester « réinventer » une notion nouvelle et moderne de Dieu qui n'a rien à voir avec celle qui a façonné la pensée judéo-chrétienne de notre

enfance. Il est intéressant de suivre le cheminement de Georges Héjal qui note cependant que les desseins de la Providence sont parfois loin d'être très clairs!

Les pages que Héjal consacre à l'Islam sont intéressantes dans le contexte ambigu qui est le nôtre; les grands auteurs (Ibn 'Arabî...) auxquels il fait référence sont imbibés de mysticisme et d'amour. Évidemment, on ne peut éviter de se demander comment un Dieu qui est entièrement Amour et Vérité pourrait être perçu comme extrémiste et intolérant à tout ce qui est « Autre ». Notre cheminement individuel et collectif est loin d'être complété! On ne peut s'empêcher d'espérer remplacer le désarroi par l'espoir et la confiance dans... la Providence, Dieu, l'homme? L'Islam peut-il nous y aider?

« Pourquoi tant d'êtres humains, pour ne pas dire la grande majorité, voudraient-ils continuer à exister après la vie ici-bas? » Héjal ne « règle » pas le problème, il va sans dire, mais sa recherche l'amène à nous guider parmi les plus grands esprits qui ont laissé leur trace depuis 2 500 ans : Platon, Aristote, Descartes, Schopenhauer, Nietzsche, Freud... Aucune certitude, mais une vision différente, fascinante des efforts de l'homme pour comprendre ce qu'il est, ce qu'il pourrait être, ce qu'il devrait être, ce qu'il voudrait être « après ». Il faut en remercier le philosophe Georges Héjal.

André Poupart, *Adaptation et immutabilité en droit musulman, L'expérience marocaine*, L'Harmattan, 2010

La récente crise de la Charte des valeurs québécoises ne nous laisse pas le choix de comprendre l'Islam et son droit que l'on trouve dans le Coran et la Charia. Ceux et celles parmi nous qui en ont tenté la lecture ont vite compris la difficulté d'arriver à comprendre ces ouvrages compte tenu du filtre que constitue notre culture judéo-chrétienne; compte tenu surtout du poids des préjugés forgés à la suite de plus d'un millénaire de contacts, d'échanges et de conflits entre l'Occident et l'Islam. Il est vrai que certains de ces textes cités par l'auteur nous font dresser les cheveux sur la tête (de même en vérité que certains textes de l'Ancien Testament que nos maîtres de l'époque s'efforçaient de nous cacher)! André Poupart a été professeur de droit québécois dans

notre université pendant plus de trente ans; les hasards de la vie l'ont amené à séjourner au Maroc. D'où ce livre qui tombe à point. Ce que nous percevons de la société musulmane nous fait craindre que ce droit ne laisse guère de place au changement, à l'égalité de l'homme et de la femme, à la liberté, à la séparation du politique et du religieux? S'agit-il là de manipulations et de demi-vérités? Avons-nous raison de nous inquiéter et de monter aux barricades?

Il est vraiment temps de nous y mettre; je vous y invite. Le livre de notre collègue Poupart nous facilite la tâche, il fait des liens avec l'histoire de notre droit, nous rend cette réalité nouvelle « apprivoisable ». Il faut l'en remercier.

Othmar Keel, *La médecine des preuves, Une histoire de l'expérimentation thérapeutique par essais cliniques contrôlés*, Presses de l'Université de Montréal, 2011.

Il ne s'agit pas d'un livre « grand public ». J'avoue que ma formation de juriste-historien ne me prépare guère à vous en rendre compte de façon adéquate. Notre collègue Othmar Keel affirme qu'il s'agit là d'une méthode d'essais cliniques qui « constituerait rien de moins qu'une révolution scientifique ». L'enjeu est de taille puisqu'il s'agit d'une nouvelle façon de valider un nouveau médicament et d'obtenir l'autorisation de mise en marché, notamment grâce à la randomisation de l'échantillon. Compte tenu des enjeux médicaux, financiers et éthiques, compte tenu de l'énorme pouvoir des compagnies pharmaceutiques, (par définition suspectes aux yeux de certains) et de leur association avec les équipes de recherche universitaires (là aussi à la source de suspicions et de critiques), on comprend que l'on soit

à la recherche de la façon la plus fiable, la plus possible à l'abri des manipulations. L'auteur vise à « cerner l'ampleur du glissement qui s'est produit pour que les essais cliniques contrôlés aient pu devenir le quasi-monopole du financement privé et des sociétés pharmaceutiques ». Il se porte à la défense de l'indépendance et de l'autonomie des chercheurs. On entend de plus en plus souvent dénoncer la mise en marché de certains médicaments qui prélèvent des milliards de dollars sur nos ressources collectives et dont l'efficacité apparaît comme suspecte, malgré les tests et les autorisations gouvernementales.

J'invite nos collègues qui s'y connaissent en la matière à lire ce bouquin et à nous en faire un rapport plus adéquat que ce que je pourrais faire ici.

Jacques Boucher



Pages 2-3. Montréal, ville de savoir?

Robert Lacroix a été recteur de l'Université de Montréal de 1998 à 2005. Il est actuellement un Fellow actif du CIRANO, un institut de recherche en économie et en politiques publiques.



Pages 10-11-12. Les collègues publient

Jacques Boucher est président sortant de l'APRUM. Avant sa retraite, il était professeur titulaire de la Faculté de droit et doyen de la Faculté d'éducation permanente. Il a aussi été doyen de la Faculté des études supérieures et Secrétaire-Général de l'Université de Montréal.



Pages 7-8-9. Les villes du savoir.

Paul Inchauspé a été professeur de philosophie en France et au Québec. Chercheur au CNRS en sociologie de l'éducation. Il a fait partie de plusieurs organismes, commissions et comités reliés à l'éducation. Il a présidé le Groupe de travail sur la réforme du curriculum dont le rapport « Réaffirmer l'école » est maintenant connu comme le rapport Inchauspé.

INFORMATION

Courrier électronique : aprum@assoc.umontreal.ca; téléphone : (514) 343-7635

Rédaction : Jean-Robert Derome

Site Web de l'APRUM : <http://www.APRUM.UMontreal.CA>

Courrier : APRUM, Université de Montréal, C.P. 6128, succ. Centre-ville, Montréal, H3C 3J7

Infographie : Jean-Robert Derome

Note : les textes n'engagent que la responsabilité des auteurs

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec - Mai 2014